

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le^r Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Tactique électorale (*Amédée Dunois*). — Parti Communiste et Syndicat (*J. Raveau*). — Avant le Congrès de Marseille : Communisme et Syndicalisme (*F. Mayoux, Am. D.*). — Résolution du Comité Directeur sur l'action à mener auprès des femmes.

Les origines du Parti Communiste Russe (*G. Zinoviev*). — Chronique Internationale : Allemagne (*A. Thalheimer*) ; Italie (*Umberto Terracini*) ; Japon (*Kato Obé*). — Comité de la 3^e Internationale (Commission Exécutive). — A nos lecteurs.

TACTIQUE ÉLECTORALE

La thèse sur la tactique électorale que le *Bulletin Communiste* a publiée dans son dernier numéro est, elle aussi, une thèse de conciliation et de synthèse. Il existe à cette heure dans le Parti communiste, à l'égard de cette partie de la tactique, plusieurs tendances dont il s'agit précisément d'opérer non pas la fusion (qui ne peut résulter que des enseignements de l'expérience), mais la liaison.

Il y a une tendance plus ou moins carrément anti-parlementaire. Je ne la crois pas appelée à un grand avenir : mais elle a tout de même son utilité. On doit compter sur elle pour faire contrepoids aux tendances opportunistes qui pourraient se former demain dans le Parti. Renoncer à toute action électorale et parlementaire serait de notre part une criante absurdité ; mais renoncer à en surveiller les acteurs serait pareillement absurde. Aux anti-parlementaires qui sont dans le Parti d'exercer cette surveillance et de signaler au Comité Directeur et à la commission des conflits les manquements, les défaillances et les abus qui pourraient se produire.

Seconde tendance : sous prétexte que les partis bourgeois ou petits-bourgeois ne forment à eux tous qu'une masse réactionnaire, de nombreux camarades, surtout dans la Fédération de la Seine, préconisent le maintien au second tour de tous les candidats communistes. Tant pis si ce maintien est pratiquement inopportun ; tant pis s'il risque de favoriser le blocard national au détriment du blocard des

gauches. Le Parti n'a pas à se préoccuper outre mesure des conséquences de ses gestes : les élections ne sont pour lui que des occasions d'agitation et de propagande communistes : pourquoi ce qui était bon au premier tour deviendrait-il mauvais au ballottage ? Retirer ses candidats au lendemain du premier tour, c'est sous-entendre qu'on n'a plus rien à dire, plus rien à apprendre aux électeurs, et cet abandon n'est pas digne d'un parti dont le mot d'ordre est avant tout d'agiter les masses.

Et puis, troisième tendance : celle dont Souvarine a, dans l'*Humanité*, esquissé le programme. Pourquoi s'obstiner dans une lutte au bout de laquelle on ne peut rencontrer que mécomptes ? Le Parti doit économiser ses forces : s'il peut espérer la victoire, qu'il se batte jusqu'au bout ; si au contraire, la défaite est d'avance certaine, mieux vaut qu'il se retire avant le second tour. Mais dans quelles conditions doit-il se retirer ?

On sait que Souvarine déconseille, en principe, le retrait pur et simple. Outre qu'il n'est ni pur ni simple, le retrait « pur et simple », constitue pour le Parti communiste une sorte d'abdication. Il implique que le Parti, n'ayant plus rien à dire aux masses, ne se sent plus capable que de suivre passivement le cours des événements. Est-ce bien là le fait d'un grand parti d'action tel que le Parti communiste ? Souvarine ne le croit pas et nous propose de reporter au second tour les suffrages dont nous disposons sur l'un des candidats

de gauche, radical-socialiste ou socialiste réformiste.

C'est un peu là l'opération que le camarade Oscar Bloch préconisait d'exécuter dès le premier tour. Mais le point de vue de Bloch était inadmissible, tandis que celui de Souvarine mérite d'être au moins retenu. Le point de vue de Bloch était et restera toujours strictement individuel ; celui de Souvarine exprime les appréhensions légitime des nombreux camarades communistes qui ne pensent pas que le communisme contraigne ses adhérents à se désintéresser des conséquences de leurs actes.

Souvarine a défendu son opinion en faisant appel à une citation de cet impitoyable réaliste qu'est Lénine. C'est l'avis de Lénine qu'il ne faut pas craindre de favoriser l'avènement au pouvoir des réformistes bourgeois, petits-bourgeois et ouvriers, parce que l'exercice du pouvoir est seul capable, en les usant, de démontrer leur impuissance et de détourner d'eux les masses. Il faut donc voter sans vaine honte pour les candidats réformistes quand il n'y a pas ou qu'il n'y a plus de candidats communistes. Cette tactique léninienne, le jeune Parti communiste belge s'en est inspiré l'autre jour, en recommandant à ses membres, dans toutes les circonscriptions où il n'a pu prendre part à la bataille, de voter pour les candidats du parti Vandervelde. Toute la question est de savoir si ce qui est possible en Angleterre et en Belgique l'est également en France, où les passions politiques sont autrement vives que chez les Anglais et les Belges.

..

Entre tant de tendances divergentes, le Comité Directeur n'avait pas une tâche précisément facile. Il a écarté tout d'abord la tendance anti-parlementaire, à laquelle il a accordé toutefois quelques satisfactions de principe (« l'action électorale n'a qu'une valeur secondaire », etc.). Restaient les autres tendances, toutes d'accord pour que la lutte au premier tour fût menée avec une extrême vigueur tant dans les affirmations que dans les moyens — mais dont l'accord cesse avec le premier tour.

Le Comité n'a pas pensé qu'il fût possible d'établir pour l'instant une règle unique : — ou maintien absolu du candidat au second tour, n'eût-il aucune chance de l'emporter ; — ou retrait pur et simple ; — ou désistement obligatoire.

Le candidat communiste sera donc maintenu

au second tour partout où il aura quelque chance de succès ; il sera également maintenu si sa fédération juge pouvoir le faire « sans inconvénients pour le Parti et avec l'espoir légitime de prolonger son effort de propagande ». Dans tous les autres cas, le candidat communiste sera retiré purement et simplement, sans qu'une fédération soit jamais autorisée à pratiquer le désistement de son porte-drapeau « en faveur du représentant d'un autre parti ».

Ainsi le Comité Directeur a écarté à la fois les deux tactiques extrêmes du maintien « à tous coups » et du désistement obligatoire. Il a craint que la première ne fût préjudiciable au développement matériel du Parti en lui imposant d'abord des charges pécuniaires écrasantes, en l'exposant ensuite, de la part des autres partis, à des mesures violentes de représailles ; il a craint que la seconde — la tactique du désistement — ne provoquât de ces tractations électorales dont nous avons trop souffert dans le passé pour qu'il nous soit indifférent d'y être entraînés de nouveau dans l'avenir.

L'esprit intransigeant de certains camarades risque d'être déçu, je le sais, par le manque de raideur doctrinale d'une thèse qui ne s'inspire pas exclusivement de l'absolu. Qu'ils se rassurent en pensant qu'elle ne vaut que pour les élections partielles qui auront lieu d'ici deux ans. L'expérience dira si, oui ou non, la thèse doit être corrigée, quels points appellent des retouches, si c'est plus de rigueur ou plus de souplesse qu'exige notre tactique électorale. Le mérite des formules écrites se mesure à l'application qu'on en fait. L'application, dans l'occurrence, sera l'objet de la part du Comité Directeur d'une attention rigoureuse. « Aucune décision ne sera valable si elle n'a obtenu son approbation. » Ce qui revient à dire que tant vaudra le Comité Directeur, tant vaudra la tactique.

Amédée DUNOIS.



Parti Communiste et Syndicats

Le 21 novembre, ayant été exposé devant la XX^e section de Paris la thèse du Comité Directeur, sur la politique syndicale, il m'a été donné d'entendre la lecture, faite par le camarade J. Raveau, son principal auteur, d'un long et intéressant rapport récemment adopté par le groupe de Saint-Fargeau.

Raveau est un syndicaliste révolutionnaire connu du groupe de la Vie Ouvrière ; il est du Parti Communiste depuis quelques mois seulement.

SYNDICALISME ET COMMUNISME

Avant d'être des syndicalistes ou communistes, nous sommes des révolutionnaires, et c'est du point de vue de l'intérêt révolutionnaire que nous devons envisager les rapports du Parti Communiste et des Syndicats français.

Nous aurons donc à tenir compte de facteurs nationaux, matériels et moraux, tels que : l'industrialisation, le degré de culture de la classe ouvrière, l'histoire du prolétariat et son évolution ; somme toute, il sera nécessaire de considérer le processus économique et politique d'un pays pour bien juger de sa capacité révolutionnaire.

Les formes d'exploitation, d'oppression, sont uniformes, internationales, parce que, partout, c'est le régime capitaliste qui, sous diverses formes, sévit. Par contre, les formes de résistance, d'action, d'offensive et de défensive de la classe ouvrière sont nationales et, par conséquent, différentes.

Parti Communiste et Syndicats sont, en France, deux courants révolutionnaires que l'on considère à tort comme deux courants contraires. Les idées qui les meuvent ne sont pas contradictoires.

Le P. C. est le groupement politique de tous ceux qui pensent que le régime capitaliste doit disparaître et faire place à la société communiste. Pour être communiste, il suffit d'avoir une pensée révolutionnaire. *Il n'est pas nécessaire d'être un producteur utile.*

Les syndicats sont les groupements économiques de la classe ouvrière et paysanne. *Etre syndiqué n'implique pas nécessairement l'obligation d'être révolutionnaire.*

Le communiste poursuit principalement la destruction de l'Etat capitaliste par la révolution.

Le syndicaliste révolutionnaire vise à la suppression du salariat et du patronat par la révolution.

Syndicalistes et communistes veulent remettre aux mains des producteurs les instruments de production et d'échange, les uns par des moyens politiques, les autres par des moyens économi-

J'ai retrouvé dans son rapport beaucoup d'idées qui sont les miennes, celles que je défends ici depuis plusieurs mois. Nous ne sommes pas partis du même point, Raveau et moi, tant s'en faut ; nous avons suivi des itinéraires différents ; nous ne nous en sommes pas moins rencontrés au terme du voyage.

J'ai prié Raveau de résumer pour le Bulletin Communiste, les grandes lignes de son rapport. Il m'apporte l'article ci-dessous. — Am. D.

ques, mais avec cet objectif commun : la révolution. Nous avons donc un idéal semblable.

Notre impuissance commune, dans le passé, provient de ce que nous nous sommes confinés dans des formules étroites, rigides, sectaires, chaque groupement considérant qu'il est le seul détenteur des clefs qui ouvriront les portes de l'ère révolutionnaire.

Ces deux formes de la bataille ouvrière, qui devraient se confondre au point de rendre impossible toute délimitation entre elles, sont comme les deux branches d'une tenaille qui, faute d'être rivées, sont vouées à l'impuissance.

ÉCONOMIE ET POLITIQUE

La politique doit fatalement déborder sur l'économie. Celle-ci, inéluctablement, est amenée à tenir compte de la politique.

Alors que le Parti reconnaît cette nécessité, les syndicalistes — tout au moins une de leurs fractions — tentent de la nier. Il existe — c'est indéniable — un heurt d'idées, une semi-incompréhension entre les syndicalistes révolutionnaires et les communistes. La situation est celle de deux conjoints qui ne se rapprochent que dans les grandes circonstances. Il apparaît que sont aux prises deux forces : la force-conception et la force-réalisation, chaque force agissant séparément annihile l'autre ; cette situation subsiste uniquement du fait que le communisme français — tout jeune — *n'est pas encore communiste*, cependant que le syndicalisme français — pas assez rajeuni — *n'est plus syndicaliste*.

Il est contradictoire, chez un communiste, d'admettre, en tant que marxiste, le matérialisme historique et de ne point tenir compte, en tant que syndiqué, de l'influence historique du syndicalisme français.

Le P. C. est un groupement d'affinités collectives. Les syndicats sont des groupements d'intérêts collectifs. Mais le Parti socialiste est devenu parfoi, en réalité, groupement d'intérêts parlemen-

taires, alors que les syndicats devenaient de plus en plus des groupements d'affinités révolutionnaires. Aujourd'hui, les rôles semblent être intervertis. Aussi, lorsque le communiste reproche au syndicat ses adhérents réactionnaires, quoique salariés, et que le syndicaliste, à son tour, fait grief au Parti de ses adhérents « politiciens » non producteurs, quoique révolutionnaires, l'un et l'autre oublient qu'une organisation ne vaut pas par la qualité de ses nouveaux adhérents, mais par ce qu'elle peut en faire, pas plus que l'école ne vaut par les élèves qui y pénètrent. Que le Parti fasse de tous ses adhérents des producteurs manuels et intellectuels utiles ; que le syndicat fasse de ses membres des révolutionnaires, et aucune opposition ne pourra subsister entre eux.

APERÇUS D'HISTOIRE OUVRIÈRE

Avant la guerre, syndicalistes et socialistes étaient des frères ennemis. Il en est résulté une gêne dans le recrutement. Le syndicalisme évoluait sans cesse vers l'action directe ; le socialisme rétrogradait de jour en jour vers le réformisme. Au désir d'action des syndiqués s'opposait la peur de l'action chez les parlementaires. Des grèves économiques surgissaient ; les « politiciens du mouvement ouvrier » cherchaient à les canaliser.

La réaction contre cette tendance eut son aboutissement dans la Charte d'Amiens. Le mouvement syndicaliste, nettement révolutionnaire, y affirmait son désir de se passer de la tutelle des éléments politiques, nettement réformistes. Il était dans la logique révolutionnaire, comme nous le sommes aujourd'hui à l'égard des néo-réformistes.

Et, pourtant, cela n'empêcha nullement, en 1914, de voir certains leaders syndicalistes se convertir subitement à des méthodes qu'ils avaient toujours combattues.

Le syndicalisme doit évoluer dans le milieu social. L'œuvre, les méthodes de la 1^{re} Internationale, que nous n'oublions pas, n'ont pour nous qu'une valeur d'enseignement. Elle a surgi à une époque où les rôles parallèles de l'économie et de la politique n'étaient pas nettement définis ; la science économique, depuis, a permis de les mieux définir, et nous n'avons pas plus à copier servilement la 1^{re} Internationale que nous n'avons à répéter 1789.

L'affirmation d'Amiens, c'était le divorce avant le mariage, la séparation de deux conjoints sous le régime de l'amour libre. C'était l'hostilité de fait. L'autonomie n'était ni la mutualité, ni l'indépendance, mais la bataille sourde. Il y avait, dressés l'une contre l'autre, une C. G. T. révolutionnaire et un Parti réformiste.

Août 1914. Le syndicalisme descend subitement à l'étiage du Parti, qui vient de perdre en Jaurès son directeur de conscience ; avec Jaurès disparaît la seule puissante opposition à la guerre. Ce fut un de ceux que l'on qualifiait de « politiciens », un des leaders du réformisme qui, face au danger, resta lui-même et paya de sa vie son atti-

tude vraiment, intégralement révolutionnaire.

Le syndicalisme, en ses dirigeants, aboutissait à la faillite. Dans le socialisme, mêmes reniements. Et sous tout cela, la masse, désorientée, crucifiée, saignée, restait désemparée.

Ne revenons pas sur l'union sacrée des parjures. Jaurès disparu, ce fut un vide immense. On eut l'impression, dans le Parti, qu'il était tout et qu'après lui rien ne restait. Députés, conseillers, secrétaires de syndicats, de fédérations, de la Confédération poussèrent même, de concert, la *liaison organique* jusqu'à se lier à l'Etat. Archevêque, préfet de police, socialistes, économistes distingués, syndicalistes, oublieux de l'autonomie, d'Amiens, de Bâle, du Havre, de la lutte de classes, s'unirent pour mener jusqu'au bout l'hécatombe.

Quand la guerre éclata, il existait une psychologie nationale du mouvement ouvrier français. Le syndicalisme, c'était Draveil, Villeneuve-Saint-Georges, Raon-l'Étape, Méru, etc. ; c'était 1906 et sa grève quasi révolutionnaire, c'était la lutte contre les bureaux de placement, c'était la manifestation Ferrer ; c'était la lutte, les grandes grèves des postes, des chemins de fer, le sabotage, l'antimilitarisme, le procès du *Sou du Soldat*.

Le socialisme, c'était — pour la masse syndiquée — le trio Briand-Viviani-Millerand, les discours Ghesquière et Compère-Morel, le rôle des Goniaux, des Lamendin, des Basly dans les grèves de mineurs. C'était la politique ; l'ennemie. C'était les luttes intérieures : le millerandisme, le guesdisme, l'allemanisme, le blanquisme, le jaressisme, etc., etc. ; c'était Legien, syndiqué socialiste se dressant contre la demande de grève insurrectionnelle en cas de guerre formulée par la Section française.

La guerre créa comme une déformation de cette psychologie. La classe ouvrière se sentait désaxée. Les anarchistes eux-mêmes, par seize de leurs leaders, signaient la participation à la guerre. On se sentait trahi partout.

LES PRODRÔMES DU RESSAISSEMENT

Quelques hommes, cependant, luttèrent. Syndicalistes et socialistes décidés à agir firent leur *liaison* dès 1916 dans le Comité pour la Reprise des Relations internationales. Puis vint Zimmerwald, qui, pour la France, fut un ressaisissement *syndicaliste*. Les circonstances motivaient cette liaison. Kienthal fut le premier essai de redressement socialiste. Enfin, la Révolution russe éclate. Comme toutes les révolutions économiques, elle eut une grandiose influence morale. Elle nous sauva du doute. La preuve était faite — en Russie — qu'un parti politique a une valeur potentielle de révolutionnarisme. Mais la Russie n'avait pas de syndicalisme, et le seul facteur révolutionnaire existant était le Parti.

De ce fait, on a trop vite conclu à l'incapacité révolutionnaire du syndicalisme. Cette conclusion, exacte pour la Russie, demanderait sa démon-

tration en France. Celle-ci n'a pas encore été faite. Mieux : en raison du renversement des valeurs révolutionnaires causé par la guerre et la révolution russe, il suffit d'examiner la C. G. T. actuelle — qui n'est pas le syndicalisme révolutionnaire — dans sa majorité et le P. C. dans la sienne pour voir où se trouve — *actuellement* — l'esprit révolutionnaire : il se trouve dans le Parti.

Cette constatation nous amène à nous poser cette question : « Certaines méthodes, bonnes hier, le sont-elles encore aujourd'hui ? Ce qui était dirigé contre le réformisme doit-il l'être contre le révolutionnarisme ? Si la Charte d'Amiens proclame la lutte révolutionnaire contre l'esprit réformiste, n'est-ce pas le P. C. qui pourrait logiquement en dresser une réplique contre la C. G. T. ? »

Nous disons : non ! Et ce parce que nous pensons que les révolutionnaires doivent chercher ce qui les unit et non ce qui les divise.

L'AUTONOMIE

Au P. C., on ne voit qu'organisation ; on oublie l'action. Si nous n'admettons pas que nous soient imposées les méthodes d'hier, nous nions aussi le caractère invariable du temps et des conditions économiques et politiques et considérons que ce qui est utile en Russie ne le serait peut-être pas en France. Il n'y a pas parallélisme économique entre ces deux pays.

Ici, l'autonomie syndicale est indispensable, elle est une condition *sine qua non* des bons rapports entre révolutionnaires, de leur alliance. Par autonomie, nous entendons le droit qu'a chaque mouvement de se régir lui-même, d'agir sur son terrain propre : le P. C. sur le terrain politique, les syndicats sur celui de l'économie — terrains qui sont d'ailleurs contigus l'un à l'autre et qu'aucune ligne de démarcation ne sépare.

Par liaison, nous entendons : alliance pour des buts communs toujours à tendance sociale ou révolutionnaire.

La révolution économique est aussi nécessaire que la révolution politique. Le producteur ayant repris les instruments de production et d'échange, libéré même du salariat capitaliste, ne l'est pas intégralement si l'Etat capitaliste subsiste, avec ses armées, ses forces de coercition, ses lois. Exemples : le mouvement italien, la situation de l'Autriche, de l'Allemagne.

Le pouvoir d'Etat pris — seul — le fait est le même si subsiste le capitalisme. Exemples : la révolution russe sous Kérénsky, les nombreuses révolutions sud-américaines, mexicaines, portugaises.

La possession du pouvoir économique n'influe plus, de nos jours, sur la situation politique, de même que la prise du pouvoir politique ne peut plus, par des réformes, peser sur la situation économique. La cohésion est donc nécessaire, et cette cohésion ne peut exister — nous semble-t-il en l'état actuel — que par une liaison révolutionnaire des syndicalistes et des communistes.

Enfin, même faites parallèlement, les deux ré-

volutions — économique et politique — ne sont viables que si l'esprit et l'action révolutionnaire ne les abandonnent jamais. L'Allemagne est un exemple frappant de la nocivité, de la persévérance de l'esprit réformiste à travers une révolution.

Les partisans politiques de l'autonomie-hostilité sont les dissidents. Chez les syndicalistes, ce sont les réformistes. Nous voulons, nous, une autonomie semblable à celle des membres du corps humain, qui, guidés par le cerveau, accomplissent leur fonction propre, quittes à s'unir les uns aux autres selon l'exigence des efforts à fournir.

Il y a une autre force révolutionnaire que le communisme et le syndicalisme. C'est l'anarchisme. Les anarchistes sont une force d'action, mais non d'organisation. Chez eux, action sans organisation. Chez nous, organisation avec trop peu d'action.

L'heure de la Force devant venir, nous estimons que l'Idée révolutionnaire ne doit plus se diviser à l'infini, mais s'élever à des synthèses. Et c'est pourquoi nous considérons que l'alliance de toutes les forces révolutionnaires est d'une implacable nécessité.

LA RÉVOLUTION

Où sera le cerveau de la Révolution ? Nous l'ignorons. Les syndicats ? Le Parti ? Les masses ? Ce qui est certain, c'est que tous, quelle que soit notre conception, nous serons subordonnés à la Révolution.

Nous croyons qu'une dictature sera nécessaire dans le domaine politique, qu'une centralisation sera inéluctable, mais nous considérons qu'en France — dont l'état d'industrie ne se peut comparer avec celui de la Russie — un large fédéralisme devra être appliqué dans le champ de l'économie. Le soviétisme — c'est-à-dire l'application des prévisions de Pelloutier — est viable en France. Il devra même arriver, la période transitoire passée, à se substituer au centralisme d'Etat, parce que la société que nous rêvons devra avoir à sa base le producteur.

Le P. C. aura la charge de défendre, d'asseoir la Révolution, de la guider. Les syndicats auront celle de la faire subsister économiquement jusqu'au jour où, définitivement assise, ils prendront en mains toute la gestion — économique et politique — dans une société communiste où *tous* étant producteurs — manuels ou intellectuels — syndicalistes et communistes étant les mêmes hommes, il n'y aura plus qu'un pouvoir : celui de la collectivité des producteurs.

En conclusion, nous déclarons que la liaison doit se faire par les Comités d'action tels qu'ils existent. Périodiquement, syndiqués et communistes ont intérêt à se réunir. Les modalités en devront être déterminées dans le plus bref délai. Le P. C. doit faire un appel que chaque fédération répandra. Une réunion aura lieu entre membres des deux organisations pour constituer localement, partout, ces comités d'action.

Enfin, nous croyons que l'élément encore sala-

rié par le capitalisme, et non par le P. C. ou les syndicats, doit être représenté en majorité ou tenir des réunions spéciales, et nous présentons cette motion :

CONSIDERANT QUE LA COLLABORATION DES SYNDICATS ET DES MEMBRES DU P. C. A DEJA DEMONTRE SA VALEUR PAR LES COMITES D'ACTION.

QUE, POUR ETRE LA REPRESENTATION EXACTE DE LA MASSE ET SURTOUT DE SA PENSEE, LESDITS COMITES NE DOIVENT PLUS ETRE UNIQUEMENT COMPOSES DE PERMANENTS DU PARTI OU DES SYNDICATS :

IL EST NECESSAIRE QUE, DANS CES ORGANISMES, L'ELEMENT SALARIE PAR LE PATRONAT SOIT EN MAJORITE.

CES COMITES D'ACTION DEVRONT FONCTIONNER PARTOUT OU IL Y A DES SYNDIQUES ET DES COMMUNISTES.

C'est ainsi que nous concevons la liaison. Pour qu'elle soit effective, il est nécessaire de faire cette déclaration :

LA SUBORDINATION DES SYNDICATS AU PARTI NE PEUT PAS PLUS SE POSER QUE CELLE DE LA SUBORDINATION DU PARTI AUX SYNDICATS. DANS LES DISCUSSIONS DE CARACTERE STRICTEMENT SYNDICAL, LE PARTI S'ENGAGE A N'ENVOYER DANS LES COMITES D'ACTION AUCUN ELU POLITIQUE DU PARTI. IL S'ENGAGE, EN OUTRE, A NE JAMAIS INTRODUIRE LA QUESTION ELECTORALE DANS LES SYNDICATS, DE MEME QU'IL ATTEND DES SYNDICALISTES LA PROMESSE DE NE PAS POSER LES QUESTIONS APOLITQUES DANS LES COMITES D'ACTION.

Nous croyons que l'entente est possible sur ce terrain. Et nous avons la conviction qu'elle est inélectable.

Nous avons envisagé encore l'attitude du Parti face aux mouvements de grève. Nous estimons que, lorsque des exploités, pour quelque raison que ce soit, se dressent contre leurs exploités, il y a, effectivement, à cet instant, lutte de classes, et que c'est le devoir des communistes, du Parti, d'être aux côtés des travailleurs. Une neutralité que l'on justifierait par le caractère réformiste des buts à atteindre ferait qu'indirectement nous apporterions notre appui aux exploités.

Dans les périodes d'agitation ouvrière, nous devons travailler à la destruction de ce que Lénine appelle « le respect superstitieux de la propriété privée ». Nous devons dire partout que les réformes sont toujours insuffisantes et enseigner aux travailleurs les mille et une façons qu'a le Capitalisme-Etat de faire ses « reprises collectives » de classe.

Au Syndicat, en toute occasion, le communiste devra soutenir toute action revendicative, sans cesser d'affirmer que, seule, la Révolution sociale nous libérera intégralement.

Les Comités d'usine, d'atelier, doivent aussi être largement défendus et propagés.

Enfin, nous devons accepter cette définition des réformes :

« Les gouvernements capitalistes sont toujours guidés par l'instinct de conservation, de consolidation, d'asservissement à leur puissance. C'est là un fait indéniable. Ils ne concèdent donc des réformes que s'ils les jugent en rapport avec ces buts ou s'ils ne se sentent pas assez forts pour résister et, dans ce dernier cas, ils ne cèdent que par peur du pire. Or, le pire, pour les gouvernants, est toujours le mieux pour les gouvernés. Les réformes, dans ce cas — le cas du pire — sont un pas en avant. Elles minent le pouvoir. Un jour vient où se manifeste leur insuffisance. Nouvelle mine. Il est donc erroné de croire ou de dire que nous sommes, nous, révolutionnaires, contre les réformes. Ce contre quoi nous nous élevons, ce que nous combattons, c'est la façon, la tactique employée pour obtenir des réformes.

La tactique réformiste mène au premier cas — consolidation du régime — et nous la combattons. La tactique révolutionnaire mène au second cas — réforme par peur du pire — et nous l'acceptons parce qu'elle mine le pouvoir. »

Somme toute, le communiste doit, partout, œuvrer en agitateur et en propagateur de la révolution sociale. Ce faisant, il est certain qu'il sera en même temps un bon syndicaliste révolutionnaire et que la liaison que nous désirons n'en sera que facilitée.

J. RAVEAU.

A NOS AMIS

Le Bulletin Communiste parait exceptionnellement cette semaine sur 16 pages. A partir de la semaine prochaine son format comportera vingt pages, sa couverture sera illustrée et nous ouvrirons de nouvelles rubriques destinées à donner encore plus de vie à notre publication.

De nombreux militants nous ont envoyé leurs suggestions concernant notre journal. Nous ne négligerons rien pour faire de notre hebdomadaire la véritable Revue documentaire du Parti.

A nos lecteurs de nous aider. Aux militants de nous faire connaître.

Abonnez-vous, faites abonner vos groupements. Le Bulletin Communiste a sa place dans toutes les bibliothèques de nos sections car il publiera tous les documents émanant de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste (S.F.I.C.).

Demandez-nous des numéros spécimens que vous distribuerez. Faites en faveur du Bulletin Communiste une intense propagande. Rappelez-vous que le Bulletin Communiste est indispensable à tout militant communiste.

AVANT LE CONGRÈS DE MARSEILLE

Communisme et Syndicalisme

Dunois, dans le *Bulletin Communiste* (17 novembre), s'essaye à pourfendre la déclaration que nous avons faite lors de la conférence syndicaliste avec le Comité Directeur du Parti.

Il écrit que, puisque la thèse dont il est l'auteur affirme l'autonomie syndicale, il ne faut pas mettre cette affirmation en doute. Très bien. Mais Lorient, secrétaire international du Parti, a déclaré : « Il nous faut préciser la formule de subordination du syndicalisme français au Parti Communiste. En accord avec les décisions de l'Internationale Communiste, cette formule synthétisera l'opinion conforme des révolutionnaires des syndicats et du Parti sur les grands problèmes de la révolution et de la lutte pré-révolutionnaire : grèves, prise du pouvoir, etc... » (*Humanité* du 3 octobre 1921.)

Dunois avouera peut-être qu'après avoir entendu et lu pareils propos, qui n'ont point été désavoués publiquement, ni par le Comité Directeur, ni par un autre organisme central du Parti, propos qui ont été tenus devant le Conseil National qui les a ratifiés, nous avons le droit et le devoir d'être méfiants.

Dunois prétend que nous n'avons fait valoir contre la thèse présentée que des arguments périmés ou sans valeur. Il ajoute que la grande préoccupation des signataires de ce qu'il appelle une contre-motion, est de sauvegarder l'autonomie syndicale.

Nous avons aussi, Dunois, la préoccupation de l'avenir du mouvement révolutionnaire. Il est d'une importance capitale « pour ce mouvement que les syndicats réformistes soient gagnés à la cause révolutionnaire. Or, ils seront impossibles à gagner si, par maladresse, le Parti met la brouille entre communistes, syndicalistes purs et anarchistes, qui travaillent ensemble et de concert dans le mouvement ouvrier. Que le Parti dise à ses membres de ce joindre aux révolutionnaires des syndicats, parfait ; mais qu'il ajoute ceci, que je prends dans la thèse : « C'est des ouvriers communistes militant dans les syndicats, soumis à ses directions doctrinales et à sa discipline, que le Parti Communiste, parti de classe et de révolution sociale, attend l'avènement prochain d'un syndicalisme révolutionnaire d'esprit nouveau... »

« Syndicalisme révolutionnaire d'esprit nouveau » est déjà inquiétant ; mais ce qui est inacceptable et inapplicable, c'est de soumettre les militants du Parti aux directives doctrinales et à la discipline du Parti dans leur action syndicale. Car, alors, il faudrait, d'une part, que le Parti s'incline toujours, et dans tous les cas, devant les décisions prises au syndicat (en vertu de l'autonomie syndicale qu'il reconnaît) ; et, d'autre part, que le Parti puisse faire marcher ses membres autrement que les autres membres du syndicat, dans certains cas où les décisions du syndicat ne lui plairaient pas, ce qui piétinerait l'autonomie et rendrait les communistes suspects à leurs camarades de lutte syndicale.

Il y a donc utilité à ce que les décisions prises au Congrès de Marseille soient bien claires et bien nettes.

Nous ne nous opposons pas à toute la thèse présentée, mais nous prévenons les camarades dirigeants du Parti que les belles théories ne servent

à rien si elles ne sont pas en accord avec les faits. Le mouvement syndical, même et surtout la fraction de ce mouvement qui est révolutionnaire, entend demeurer autonome. Puisque les auteurs de la thèse sont d'accord là-dessus, qu'ils modifient les passages qui prêtent à équivoque et qui, je le répète, sont inapplicables dans la pratique. Ayant modifié ces passages — il y en a deux ou trois dans la thèse — nos camarades du Comité Directeur ne pourront plus s'opposer au vote de notre déclaration.

Plus que quiconque, nous souhaitons l'unité révolutionnaire. Elle ne se réalisera que par la confiance mutuelle, qui ne s'obtiendra elle-même que par la loyauté et la liberté dans la discussion, ainsi que par la netteté des résolutions votées. Elle ne s'obtiendra surtout que par l'action commune et la solidarité effective dans la bataille — qui nous conduira à la victoire ou à la mort.

François MAYOUX.

Je ne puis laisser passer l'article de Mayoux sans le faire suivre d'une courte réplique.

Mayoux m'objecte Lorient, partisan, paraît-il, de la subordination syndicale. Objection sans valeur : Lorient, dans son article de *l'Humanité* du 3 octobre, comme dans son rapport au dernier Conseil national, a parlé en son nom personnel. Il n'est pas exact que le Conseil national ait ratifié les affirmations de Lorient : il s'est borné à les entendre.

Mayoux se préoccupe, dit-il, de l'avenir du mouvement révolutionnaire. Il veut gagner « les syndicats réformistes à la cause révolutionnaire ». La cause révolutionnaire est un mot vague, dont l'acception est différente selon la bouche qui le prononce. Et c'est contre quoi je proteste. Il y a l'acception Lorient, l'acception Verdier, l'acception Mayoux, l'acception Comité Directeur. Je demande que nous cessions d'employer des expressions si imprécises qu'elles engendrent forcément la confusion dans la pensée, quand elles ne sont pas engendrées par elle... Ce n'est pas à la cause révolutionnaire que j'entends, pour ma part, amener la classe ouvrière, en général, et les syndicats en particulier ; c'est au communisme de Marx et d'Engels, de Lénine et de Trotsky.

Quand nous disons que les communistes doivent être, jusque dans leur activité syndicale, soumis aux directives doctrinales et à la discipline du Parti, nous ne pensons pas faire violence à l'autonomie syndicale. Si l'ouvrier communiste doit, au syndicat, échapper à l'autorité de son parti, autant dire qu'il aura le droit d'y faire, si cela lui convient, même du réformisme sans que le Parti ait à y redire.

Est-ce là ce que veut Mayoux ? Non, sans doute, puisque il accorde au Parti le droit de « dire à ses membres de se joindre aux révolutionnaires des syndicats ». Mais alors, que fait Mayoux de l'autonomie syndicale ?

La vérité, mon cher Mayoux, est que l'autonomie syndicale n'est pas plus violente si l'on dit aux communistes d'agir en communistes, au syndicat, que si on leur dit d'y agir en révolutionnaires. L'autonomie syndicale, c'est le droit pour les syndicats de s'administrer eux-mêmes et de déterminer sans contrainte extérieure la forme, le contenu, l'heure de leur action ; — elle n'oblige pas, elle ne saurait obliger les syndiqués communistes à dissimuler leurs opinions.

Mayoux s'inquiète bien à tort de l'expression « syndicalisme d'esprit nouveau ». Eh bien ! le syndicalisme révolutionnaire « d'esprit nouveau » est un syndicalisme qui ne prétendra pas suffire à tout, qui ne sera donc ni antipolitique, ni anticommuniste, qui sera si l'on veut dire toute ma pensée, un *communisme syndical*.

AM. D.

THÈSES ET RÉOLUTIONS DU COMITÉ DIRECTEUR

Résolution sur l'Action à mener auprès des Femmes

Nécessité de la propagande auprès des Femmes

Prévue depuis plus d'un demi-siècle par les grands penseurs socialistes, la grande lutte entre les deux classes adverses : la bourgeoisie et le prolétariat, est commencée.

La Russie, la première, a fait triompher la cause des travailleurs ; dans le reste du monde, les secousses sociales de plus en plus rapprochées et de plus en plus profondes annoncent l'extension du bouleversement révolutionnaire.

Les femmes doivent prendre part au grand combat parce qu'elles sont doublement exploitées par la société bourgeoise.

Avide de profits, celle-ci en a réalisé sur tous les individus de la classe prolétarienne. Non contente de faire des bénéfices sur le travail de l'ouvrier, elle en a fait sur le travail de l'enfant, elle en a fait sur le travail de la femme.

La transformation de la technique du travail, la vie devenue de plus en plus difficile pour les travailleurs, ont obligé les femmes à quitter le foyer familial pour besogner au dehors. Leur condition inférieure dans la société et dans la famille a fait d'elles un matériel humain merveilleusement exploité par la classe bourgeoise.

Elles devraient sentir le jour qui pèse sur elles et rallier le Parti Communiste, qui se dresse en adversaire résolu de la bourgeoisie.

Cependant, le Parti a, jusqu'ici, relativement peu recruté parmi les masses féminines.

Elevés sous le régime légal actuel, les citoyens considèrent trop souvent, selon les principes napoléoniens, que la politique « n'est pas l'affaire des femmes ».

Habités à rejeter sur la femme tous les travaux qu'exige la vie familiale, ils ont craint, le plus souvent inconsciemment, que la femme émancipée ne soit plus une épouse aussi docile, disons le mot, aussi exploitable.

Les femmes accaparées par le labeur domestique, les soins aux enfants, aux malades, aux vieux parents, sont très souvent restées à l'écart du Parti.

L'éducation que leur impose la société bourgeoise, les préjugés millénaires, religieux ou sociaux, retiennent les femmes loin de l'action.

Bien plus, courbées sous le joug des lois et des mœurs, elles se résignent naturellement à leur sort et n'ont pas toujours conscience de leur assujettissement.

Pourtant, que de forces neuves le Parti Communiste et la Révolution peuvent trouver en elles !

Si la propagande du Parti parvenait à leur faire prendre conscience de leur sujétion, de l'exploitation à laquelle elles sont soumises, combien d'adhérentes ne trouverait-il pas dans ces masses de travailleuses qu'écrasent l'Etat, la Famille telle que l'a faite la société bourgeoise, le Patronat !

Même si le Parti ne devait recruter que peu de membres nouveaux par la propagande auprès des femmes, il devrait s'y livrer sans relâche, car la

femme pourrait à l'occasion devenir une force contre-révolutionnaire dangereuse. Il importe de ne pas la laisser hostile aux idées communistes. Comme pour la classe paysanne, il faut, si l'on ne peut faire mieux, neutraliser l'influence néfaste qu'elle pourrait avoir.

Si la politique n'est pas l'affaire des femmes, nous pouvons dire que la Révolution sera leur affaire, car l'immensité des tâches révolutionnaires nécessitera la mise en œuvre d'un nombre d'énergies incalculable.

Comment vaincre les difficultés du Recrutement ?

Puisque l'éducation, les préjugés, l'instruction souvent plus que rudimentaire des femmes rend la propagande malaisée, il faudra que pour elles, comme pour les Jeunesses, le Parti s'attache à vulgariser les premiers éléments du socialisme.

Les tracts, les brochures devront être courts, clairs, précis, rédigés en faisant appel à la raison, au bon sens. Ils devront surtout servir à rattacher les questions qui intéressent plus particulièrement les femmes, à l'économie générale, afin que les travailleuses, les ménagères, les mères, sentent que leur labeur pourrait être rendu moins pénible dans une structure sociale autre.

Les camarades qui voudront amener les femmes au Parti devront chercher à quelles heures elles sont le plus volontiers libres. Tantôt ce sera le soir, tantôt dans l'après-midi, quand les enfants sont à l'école, tantôt ce sera le dimanche.

Une des causes essentielles de l'éloignement des femmes de la vie politique est le soin des enfants. Les communistes doivent créer des organismes qui aident la femme dans cette tâche : groupes d'enfants, garderies.

Les municipalités communistes peuvent beaucoup en cet ordre d'idées par la création de crèches, de jardins d'enfants, de blanchisseries municipales, de cuisines communes, etc.

Décisions de l'Internationale Communiste

L'I. C. demande à tous les Partis Communistes de créer, à côté de tous leurs organismes, des Comités pour le travail parmi les femmes, qui s'adonneront à la tâche de la propagande dans les grandes masses féminines.

L'I. C. demande à tous les partis de faire les sacrifices nécessaires pour créer un Secrétariat féminin et un organe, dans la presse communiste, spécialement réservé aux femmes.

Il est du devoir de notre Parti de réaliser aussi rapidement que possible les créations que l'I. C. nous demande.

Devoirs des Militants et des Militantes

Plus souvent qu'elle ne l'a été jusqu'ici, l'idée d'amener les femmes à jouer un rôle plus actif dans le Parti et en dehors du Parti devra préoccuper tous les militants.

Les camarades hommes doivent songer à intro-

duire les femmes dans tous les organes du Parti, encourager les militantes, vaincre leurs hésitations.

Dans les manifestations publiques, une femme devra toujours avoir une place dans la constitution du bureau.

Toute délégation, soit de la section, soit de la Fédération, devra comprendre un certain nombre de citoyennes.

Dans leur famille, les militants feront tous leurs efforts pour entraîner la femme, la fille — comme le fils — à militer.

Le militant ne garde pas pour l'extérieur les questions politiques et économiques, mais il essaie d'en amener la discussion et la compréhension au foyer familial.

Les femmes adhérentes au Parti doivent militer avec activité.

Aux réunions, elles doivent prendre part aux discussions, oser donner leur avis tout haut.

Il leur faut réclamer une place au sein de toutes les commissions et prendre part au fonctionnement de tous les organismes du Parti.

Elles se feront un devoir de vaincre en elles la négligence, la frivolité ou la timidité. Elles auront le courage de défendre leur opinion auprès d'une voisine ou d'une camarade.

Dans la famille, elles accompagneront leur mari s'il milite ; elles essaieront de le convaincre s'il est indifférent, elles réclameront et prendront le droit de militer seules si cela est nécessaire.

Les camarades salariées se souviendront que la lutte de classes s'exerce aussi sur le terrain du travail ; elles ne négligeront pas d'y prendre part et rallieront le syndicat de leur profession.

L'organisation coopérative appelle également leur concours. Elles devront militer pour en améliorer le fonctionnement. En effet, une organisation coopérative mieux comprise rendrait la tâche ménagère de la femme moins absorbante et faciliterait l'émancipation féminine indispensable à l'avènement d'une société communiste.

Les militantes ne sacrifieront pas trop aux préjugés religieux ou sociaux des vieux parents, surtout en ce qui concerne l'éducation des enfants.

Les parents devront avec soin surveiller les leçons faites à leurs enfants à l'école et ne craindront pas de protester avec énergie devant les mesures administratives, telles que cérémonies chauvines, conférences, souscriptions, dans lesquelles la neutralité la plus stricte ne serait pas respectée.

Moyens d'action

Le Parti doit créer immédiatement le journal et le Secrétariat féminin réclamés par l'Internationale.

Dans tous ses rouages, statutaires ou non, le Parti devra introduire l'élément féminin.

Les secrétaires de sections et de fédérations feront leur possible pour susciter l'activité des militantes qui formeront le Comité pour le Travail auprès des femmes, sectionnel ou fédéral. Ils leur fourniront l'aide pécuniaire indispensable.

Les Comités de Section pour le Travail auprès des femmes s'attacheront à rechercher les centres de travail féminins (usines, magasins, exploitations agricoles, etc.), pour y distribuer régulièrement des tracts et des brochures.

Si possible, ils organiseront la distribution de ces tracts dans les marchés et à domicile.

Ils appelleront les femmes à des réunions ou conférences de tout genre, séances de couture, veillées, etc.

D'ailleurs, le travail des Comités se précisera au fur et à mesure de leur fonctionnement, par l'apport de toutes les bonnes volontés et de toutes les initiatives.

Les Comités pour le Travail auprès des femmes doivent avoir l'appui moral et l'aide pécuniaire de chacun des organismes du Parti auxquels ils sont respectivement rattachés.

Cette aide se manifestera par des subventions régulières.

Outre les subventions, les Comités se procureront des ressources par des fêtes, des dons volontaires, etc...

Mais ce n'est pas seulement dans le Parti même que doit être éveillée l'action des militantes.

Le rôle des *Municipalités Socialistes* peut être considérable.

D'une manière générale, celles-ci doivent préparer l'opinion à l'émancipation des femmes. Pour cela, elles étudieront le moyen de réunir des assemblées de femmes dans la commune. Ces assemblées pourraient élire des représentantes qui assisteraient aux séances du Conseil municipal et desquelles on solliciterait l'avis.

Ainsi, chaque fois que cela sera possible, il faudra essayer d'introduire les militantes du Parti Communiste dans les organismes de la société bourgeoise pour qu'elles en comprennent le fonctionnement, et qu'au jour de la Révolution elles soient prêtes à y substituer, en ce qui les concerne, les organismes prolétariens qui libéreront tous les opprimés : les travailleurs et les femmes.

Le *Groupe Parlementaire* devrait admettre à toutes ses séances une militante, désignée soit par le Congrès, soit par le Comité Directeur.

Ainsi serait affirmée, devant l'opinion publique et en face de la société bourgeoise, la volonté du Parti Communiste de réaliser l'égalité des sexes.

Enfin, et pour résumer, le Parti ne perdra pas de vue que la tâche d'éveiller les femmes à la conscience de classe et à la vie politique, de susciter leur activité, est une nécessité urgente pour assurer le succès de la Révolution.

Comité de la 3^e Internationale

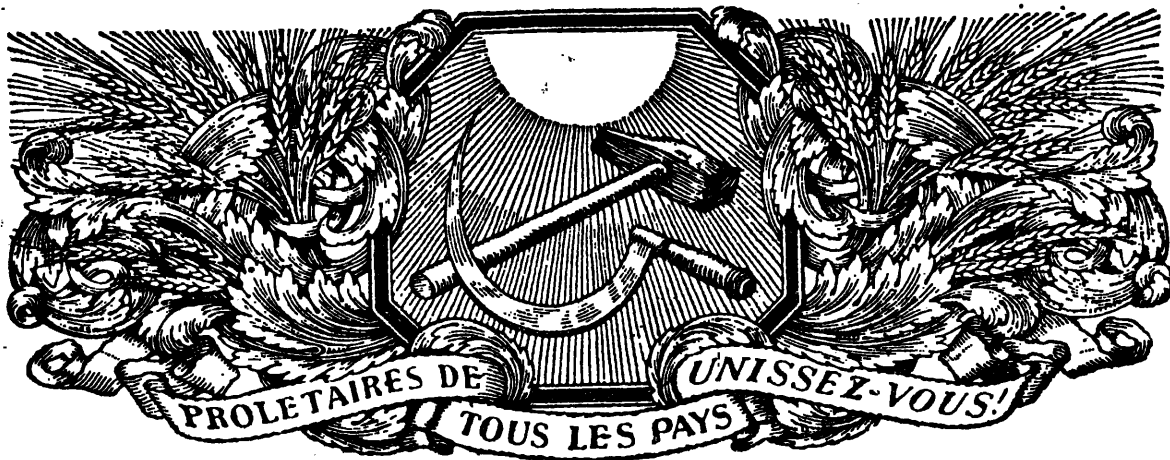
Commission Exécutive

Etant donnée la décision prise par l'Internationale communiste relative à la dissolution du Comité de la 3^e Internationale, la Commission Exécutive de ce Comité s'est réunie le samedi 26 novembre au siège du Parti, rue Lafayette, 120.

Étaient présents : Lorient et René Reynaud, secrétaires ; Fromentin, trésorier ; Treint, Ker, Rochereuil, Humbertot, Boyer, Cartier, Marcelle Brunet, Léonie Kaufmann.

La Commission Exécutive, après avoir examiné le rapport moral et financier fourni par les camarades Lorient et Fromentin pour le Comité et par le camarade René Reynaud pour le *Bulletin Communiste*, déclare à l'unanimité approuver pleinement leur gestion.

La Commission Exécutive invite les groupes à répartir le reliquat de leur caisse entre les organisations révolutionnaires auxquelles appartenaient leurs membres.



Les Origines du Parti Communiste Russe

L'étude de Zinoviev dont nous commençons aujourd'hui la publication est un historique du Parti Ouvrier social-démocrate de Russie, dont est sorti le Parti Communiste russe actuel. Cet historique nous manquait jusqu'ici en France et comble une lacune. On y assiste à travers les conflits et les heurts des tendances et des hommes, à la genèse du bolchevisme

L'étude de Zinoviev a été écrite en 1918.

Nul n'ignore qu'avant la formation du Parti social-démocrate russe, le mouvement révolutionnaire existait dans notre pays sous d'autres formes.

La question suivante a plus d'une fois été soulevée dans notre presse : « Repoussons-nous l'héritage des premières générations de la classe cultivée révolutionnaire, qui n'était pas marxiste, qui, en réalité, n'était pas même socialiste, mais qui, sans contredit, a eu de grands mérites dans le passé ? »

— C'est là notre héritage, avons-nous répondu, et nous l'acceptons. Nous sommes les seuls continuateurs de la meilleure partie du mouvement inauguré par la classe cultivée révolutionnaire de 1860 à 1880, — et bien avant.

Les Narodniki

Considérons, par exemple, Jéliabov (1). C'est un des représentants les plus remarquables de la classe cultivée révolutionnaire vers 1870, le chef

(1) Un des auteurs avec Sophie Perowsky (1854-1881) de l'exécution du tsar Alexandre II. Pendu en même temps que Kibaltchitch, Mikailoff, Ryssakov et Sophie Perowsky, le 15 avril 1881.

du mouvement des narodnovoltzi (2) — un caractère d'une ampleur extraordinaire. Il savait servir avec abnégation les intérêts de son parti, tout en restant personnellement dans l'ombre. On sait qu'à son procès, comme on lui demandait quelle place il occupait dans le parti, il répondit : « Mon poste était au troisième rang, aux ordres du Comité Exécutif de la Narodnaïa Volia. En réalité, il avait été le leader de la Narodnaïa Volia ; à 'seul, il était l'axe du Comité Exécutif. Eh bien si l'on prend Jéliabov, on ne peut évidemment pas le considérer comme un révolutionnaire prolétarien.

Ce n'était pas un révolutionnaire-communiste, tel que nous le comprenons maintenant. La haine vigoureuse qui l'animait se concentrait sur le tsarisme. Il n'était qu'un des plus grands représentants de la révolution démocratique bourgeoise.

Jéliabov peut être comparé aux plus grandes figures de la Révolution française. Mais ce n'est pas un cœur de révolutionnaire prolétarien qui battait dans sa poitrine. Nous n'avons pas refusé et nous ne refuserons pourtant pas l'héritage de Jéliaboff et de Sophie Pérovsky.

Plékhanov avait bien raison lorsqu'il inculquait à notre classe ouvrière la plus profonde estime et le plus fervent amour pour les grands représentants de la Révolution française. Avant Plékhanov (3), Marx et Engels ont dit : « Les vrais continuateurs de l'œuvre de la grande Révolution bourgeoise en France (car la Révolution de 1789 fut celle du tiers-état bourgeois), ce sont les ouvriers ».

Nous comprenons que les représentants du mou-

(2) Membres du parti de la Narodnaïa Volia (la Volonté du peuple) qui inaugura le terrorisme.

(3) Plékhanov (1856-1919) théoricien marxiste, l'un des fondateurs et théoriciens les plus en vue de la social-démocratie russe.

vement révolutionnaire de cette époque ne pouvaient pas se donner des tâches socialistes, tant soit peu déterminées. « L'humanité poursuit toujours des tâches réalisables », a dit Marx : les tâches irréalisables, ce sont celles dont les solutions mûrissent encore lentement dans les conditions objectives (4). L'humanité ne peut ni se les poser, ni les inventer. Certes, des leaders isolés devançant parfois leur époque de plusieurs dizaines d'années et même de quelques siècles, mais l'humanité, dans son ensemble, n'a jamais en vue que des labeurs à la portée de ses forces ; elle ne met à l'ordre du jour que ce qu'elle peut réaliser.

C'est ainsi qu'à une époque où la société n'était pas mûre pour le socialisme, où une révolution bourgeoise était seule réalisable, les hommes de progrès ne se donnaient pas pour but une révolution socialiste et se contentaient de tracer les grandes lignes d'une révolution bourgeoise : destruction de l'ancien régime, lutte contre la féodalité et l'absolutisme.

Nous reconnaissons pourtant les mérites de ce mouvement de la bourgeoisie cultivée, le dévouement de l'ardente jeunesse qui allait au peuple des villes et des campagnes, qui se servait d'expressions socialistes et même anarchistes, mais qui, objectivement parlant, ne combattait que le tsarisme, au nom de la liberté politique. L'activité des intellectuels russes, de 1860 à 1880, restera gravée en lettres d'or dans l'histoire du mouvement libérateur.

On ne saurait malheureusement en dire autant des intellectuels contemporains. Toute la classe cultivée, à l'exception d'un petit groupe d'individualités, a passé du côté de nos ennemis. Nous ne devons pourtant pas oublier, au moment où la classe cultivée russe assombrissait les pages de son histoire par la plus noire des trahisons, que, pendant un quart de siècle, elle a joué un rôle progressiste immense et que, tout en ne représentant qu'une petite minorité dans un pays où l'on étouffait, où la classe ouvrière commençait à peine à se former, elle a levé la première le drapeau d'une révolution — bourgeoise, il est vrai, mais féconde tout de même — contre le tsarisme et les gros propriétaires sur lesquels le tsarisme s'appuyait.

Je ne saurais m'arrêter en détail sur l'histoire du mouvement des *narodniki*. Elle est pleine de magnifiques épisodes dramatiques et abonde en exploits, si bien que Tourguénéff a pu comparer la révolutionnaire russe à une sainte. Stepniak-Kravtchinsky (5) a également consacré des pages remarquables à de grands intellectuels révolutionnaires de cette époque. Leur lutte épique a créé, sinon le type du combattant communiste qui est le héros de nos jours, du moins celui d'un révolutionnaire plein de grandeur, celui de l'homme qui marche à contre-courant.

Et le groupe social qui a su s'élever alors au-dessus de son milieu d'origine, qui a su commencer la lutte contre le tsarisme, a sans contredit le plus grand mérite.

C'est ce qui fait que la classe ouvrière a conservé jusqu'à ces derniers temps un sentiment

(4) « Dans les conditions objectives », c'est-à-dire dans la réalité extérieure à l'esprit humain, dans le milieu social. (Trad.)

(5) Serge Kravtchinsky, dit Stepniak (1852-1905), également célèbre comme révolutionnaire et comme écrivain. Auteur de la *Russie souterraine* (1882), sorte de galerie de portraits de terroristes. (Trad.)

de gratitude envers l'étudiant. A l'heure qu'il est, le mot « étudiant » est, hélas ! devenu presque synonyme de « garde-blanc ». Et pourtant, l'époque décrite par Plékhanov, qui a fixé le premier type de l'ouvrier révolutionnaire — Stéphane Khaltourine (6) — n'est pas si éloignée de nous ; il y eut un temps où, pour l'ouvrier, le mot « étudiant » voulait dire « ami du peuple ».

C'était là une conséquence de l'histoire du mouvement révolutionnaire, de la longue période pendant laquelle les intellectuels travaillèrent à l'œuvre populaire, allant vers les paysans, aux jours tragiques où il arrivait encore souvent à ceux-ci de ligoter le « mutin » et de le livrer à la police, aux jours tragiques où, par dizaines, par centaines et par milliers, les étudiants issus de la noblesse et de la bourgeoisie se sacrifiaient aux intérêts véritables du peuple.

C'est pourquoi nous nous efforçâmes, dès que le premier groupe social-démocrate eut pris naissance en Russie, d'élever notre classe ouvrière dans l'idée que, pas un instant, nous ne songions à repousser l'héritage que nous léguait l'héroïsme de ces intellectuels.

Mais il va de soi que l'explication de ce fait, nous ne la trouvons ni dans les qualités spéciales de l'âme slave, ni dans les facultés surnaturelles des intellectuels russes, mais bien dans la corrélation des forces entre les classes à cette époque, dans les souffrances imposées à la classe cultivée plus qu'à tout autre par le joug de l'ancien régime.

Cette classe cultivée se débattait, étouffant. On ne la laissait pas accomplir le moindre travail de culture toute pacifique. On lui liait bras et jambes. Obligée par là de chercher un appui social, elle le cherchait dans le peuple. Le sens du mot « peuple » est très large. Le « peuple » a, et à présent encore, le dos assez large pour marquer tout ce qu'on voudra derrière lui : et la « liberté du peuple », et les cadets, et la « cause du peuple », des socialistes révolutionnaires de droite, etc. etc.

En Russie, la classe cultivée allait au peuple, c'est-à-dire au paysan, parce que les ouvriers, en ce temps-là, n'existaient pas encore, parce qu'ils commençaient à peine à former une classe. Le terme « peuple » signifiait la classe paysanne. La classe cultivée des *narodniki* allait au paysan opprimé et ignorant, essuyant des affronts et des revers, bravant tout danger, semant les premiers germes de la haine de l'autocratie, dont la révolution politique devait plus tard résulter.

Jacobinisme et Classe ouvrière

Plékhanov fut l'un des premiers à se séparer de l'idéologie des *narodniki* en fondant, secondé par Zassoulitch (7), Léo Deutch et d'autres amis, le groupe de la *Libération du Travail*, qui devait être le premier détachement poursuivant des buts purement prolétariens. Ce fut un premier brandon de discorde dans le camp, uni jusque-là, de la classe cultivée révolutionnaire. Plékhanoff s'était

(6) Un des premiers militants ouvriers de la Révolution russe, tenta le 17 février 1880 de faire sauter le Palais d'Hiver, exécuté en 1882.

(7) Véra Zassoulitch, étudiante socialiste, qui commit l'un des premiers attentats terroristes. L'attentat contre le général Trépof, préfet de police de Pétersbourg, 5 février 1878. Acquittée par le jury, elle se réfugia en Suisse, où s'écoula sa vie. Elle est morte en Russie en 1920.)

donné pour but de conquérir à la révolution prolétarienne une fraction de la classe-cultivée. Dans ses polémiques, il soulignait impitoyablement la faiblesse de celle-ci. C'était là un de ses plus grands mérites. Ceux qui, pourtant, s'insurgeaient les premiers au pays des casernes — au pays des prisons — étaient grands aussi !

La classe ouvrière conserve un sentiment de reconnaissance envers ces révolutionnaires d'origine bourgeoise, de même que les communistes français conserveront à jamais un sentiment de gratitude envers Marat, Robespierre, Danton, bien qu'ils aient été les apôtres de la révolution du tiers-état et non d'une révolution socialiste.

On sait qu'en France, en pleine révolution bourgeoise, il y a déjà 125 ans, les relations entre les classes ennemies se tendirent au point que les révolutionnaires du tiers-état privèrent les ouvriers du droit de coalition. Ces révolutionnaires bourgeois français accomplissaient néanmoins pour le progrès historique une œuvre d'une importance énorme. Et lorsque le communisme, s'inspirant des leçons de la révolution française, sert le progrès en s'appuyant sur la nouvelle classe, il accomplit, lui aussi, une grande œuvre historique.

En 1903, le camarade Lénine laissa tomber cette phrase : « Si le jacobin s'est lié à la classe ouvrière, il est devenu un social-démocrate révolutionnaire, c'est-à-dire, d'après la terminologie actuelle, un communiste ». Qu'est-ce à dire ? Les jacobins représentaient à l'époque de la grande révolution française l'extrême gauche de la bourgeoisie révolutionnaire ; ils étaient les révolutionnaires les plus osés de la révolution bourgeoise. Le jacobin actuel, dans la révolution russe, et au sens littéral du mot, celui qui s'appuierait exclusivement sur la bourgeoisie petite et moyenne, ne serait qu'un autre Gotz (8).

Si Jéliabov avait, comme Brechko-Brechkowskaja (9), vécu jusqu'à nos jours en restant ce qu'il était en 1870, s'il était resté ancré aux vieux principes sans comprendre la nouvelle classe ouvrière et sans lever le nouveau drapeau du communisme — Jéliabov serait devenu pareil à Gotz. Gotz ne veut pas de tsar ; Gotz veut une république bourgeoise.

Jéliabov était un jacobin russe et Lénine est un Jéliabov lié à la classe ouvrière. Lénine est un Jéliabov du vingtième siècle, un jacobin qui a su concentrer toute sa haine passionnée du passé et tout son dévouement au peuple sur une nouvelle classe, sur la classe ouvrière ; qui a tout rattaché au nouveau programme, au programme de la classe la plus opprimée, dont la délivrance doit être nécessairement celle du monde entier. Il est le bolchevik-communiste.

Nous ne pouvons donc pas dire que nous repoussons en Russie l'héritage du jacobinisme français. Mais nous disons qu'on ne doit pas s'en tenir là. Celui qui s'arrêterait là deviendrait involontairement un « socialiste-révolutionnaire », selon l'expression jadis employée par Plékhanov, quand il disait : « Vous vous appelez socialistes-révolutionnaires et vous êtes des socialistes-révolutionnaires ». Mais celui qui dit : « Je ne me refuse pas un instant à reconnaître l'ancien héritage, je

(8) Un des membres en vue du parti socialiste-révolutionnaire, aujourd'hui passé à la contre-révolution.

(9) Brechko-Brechkowskaja surnommée la « Grand Mère de la Révolution », membre du Parti socialiste-révolutionnaire, aujourd'hui passée à la réaction.

vénère dans l'histoire du mouvement révolutionnaire tout ce qu'il contient de grand, je vénère ce dévouement à l'œuvre, cet esprit de sacrifice prodigué à la révolution, mais je reporte toutes ces forces, tous ces sentiments sur une autre classe, car je considère la classe ouvrière comme étant maintenant le grand levier du progrès » — celui qui tient ce langage est un jacobin qui s'est lié au prolétariat, c'est-à-dire un communiste.

Nous sommes les seuls héritiers dignes de tout ce qu'il y a de grand dans le mouvement révolutionnaire de jadis. Et si Marx et Engels ont dit que les travailleurs allemands étaient, dans le domaine de la philosophie, les seuls héritiers dignes des grands représentants de la philosophie classique allemande, nous pouvons dire, à notre tour, que notre prolétariat, qui vient d'accomplir deux révolutions en douze ans, est le seul digne de recueillir l'héritage de grandeur et de puissance des révolutions bourgeoises française et russe.

Plékhanov et le premier mouvement ouvrier.

Le premier groupe social-démocrate russe a été formé en 1883. Si vous lisez le premier programme, composé par Plékhanov en 1183, vous serez étonnés de la perspicacité dont il a fait preuve à cette époque. Vous verrez naturellement Plékhanov payer son tribut aux principes des *narodniki*. Quelque vingt ans plus tard, lorsque se forma le groupe de l'*Iskra* (10), préparant le programme marxiste, Plékhanov, en revenant à son programme de 1883, expliquait les concessions qu'il avait faites aux *narodniks* par des considérations de tactique. Il leur avait, disait-il, cédé sur certains points pour attirer plus facilement la génération des intellectuels révolutionnaires du côté de la classe ouvrière. Je ne sais jusqu'à quel point ceci est vrai. Plékhanov lui-même avait débuté en qualité de *narodnik* ; il avait été, à l'avant-garde de ce mouvement, le rédacteur des journaux *narodniki* ; il était pénétré de l'idéologie en cours et, tout en créant le premier groupe du nouveau mouvement contraire, il conservait certains de ses préjugés petits-bourgeois et les présentait même sous une forme nouvelle. Il n'en est pas moins vrai que la première tentative de donner à la révolution ouvrière un fondement scientifique en Russie a été faite en 1883.

Plékhanov ne cachait pas que ses principes de social-démocrate s'étaient formés bien moins sous l'influence de la classe ouvrière, qui commençait seulement à se former en Russie, que sous l'influence d'une étude théorique des œuvres de Marx, d'Engels et de l'observation pratique du mouvement ouvrier allemand, alors le plus héroïque, le plus enthousiaste, qui n'hésitait pas à sortir des cadres de la légalité, n'avait rien de commun avec les partis gouvernementaux et se trouvait en butte aux persécutions des junkers et de la bourgeoisie.

Procédant par grandes périodes, je ne puis pas m'arrêter à l'époque de transition.

En 1890, la classe ouvrière commence à se former en Russie en tant que classe ; elle commence à se manifester dans les villes ; les premières grèves héroïques se produisent et jouent alors un rôle énorme, éclatant ; les premières *Unions de libération de la classe ouvrière* se forment à Pétro-

(10) L'*Étincelle*, organe de la social-démocratie.

grad, sous la direction de Lénine (11) et d'autres militants.

Quels buts poursuivirent-elles au début ? Les buts que formulaient des exigences pas même économiques, mais simplement de culture pratique des ouvriers : de l'eau pour se laver les mains avant le dîner, de l'eau bouillie et des logements habitables. Et, néanmoins, tout le monde sait, par les récits de ceux qui prirent alors part aux événements, quelle énorme influence ont eue, dans les fabriques, les premières feuilles volantes, ces premiers imprimés clandestins où l'on parlait d'amendes, où l'on s'occupait des choses les plus élémentaires...

Ceci découlait du niveau du mouvement ouvrier de cette époque. La classe ouvrière commençait à peine à se former, et ses exigences étaient en conséquence économiques et surtout pratiques.

Les leaders de la classe ouvrière de cette période devaient écrire et parler sur ces sujets ; la première brochure illégale de Lénine a pour titre : *Sur les Amendes*.

Il se bornait à y montrer aux ouvriers pétersbourgeois comment on les dévalisait au moyen du système des amendes, comment leurs patrons utilisaient ce système pour augmenter leurs bénéfices. Les brochures de ce genre avaient alors une énorme influence révolutionnaire.

Création du Parti Ouvrier Social-Démocrate

Le mouvement gréviste se développa très rapidement chez nous, surtout dans la Russie centrale, pays d'industrie textile. En 1898, nous assistons au premier congrès du Parti ouvrier social-démocrate russe.

On n'y fut pas très nombreux, et fort peu de ceux qui y prirent part sont encore de ce monde. Presque tous furent d'ailleurs arrêtés. Les meilleurs représentants de la social-démocratie — Lénine, Martov (12) — n'avaient pu y venir. Et le manifeste de ce premier congrès fut composé par Pierre Strouve, aujourd'hui cadet, contre-révolutionnaire invétéré. Il appartenait alors au groupe des « marxistes légaux », et c'est lui qui prononça la fameuse phrase : « *Plus on va vers l'Orient et plus la bourgeoisie devient abjecte* ». La bourgeoisie de l'Europe occidentale était infâme ; on l'avait vue à l'œuvre en 1848-49 et en 1871. Mais elle n'était rien en comparaison de la bourgeoisie russe. *Plus on va vers l'Orient et plus la bourgeoisie devient abjecte* ; Strouve a illustré cette vérité par son propre exemple : il est actuellement un des représentants attitrés de la plus abjecte, de la plus vindicative et de la plus vile des bourgeoisies...

L'ayant nommé, je me vois contraint de m'arrêter sur le groupe des « marxistes légaux ».

Le marxisme légal figura à un certain moment dans les rangs de notre parti. Tout un groupe d'intellectuels, aujourd'hui nos pires ennemis — il suffit de nommer ici Strouve, Isgoeff, Tougan-Baranowsky, etc., — a passé par l'école marxiste.

Comment ce fait s'est-il produit ? On ne l'observe pas dans l'histoire des autres partis. C'est que les autres partis social-démocrates se formaient dans la lutte contre la bourgeoisie. Le marxisme allemand, à l'heure où Lassalle com-

mence sa propagande, s'efforce déjà de soustraire les travailleurs à l'influence de la bourgeoisie libérale qui avait su s'emparer de l'esprit de la classe ouvrière.

En Allemagne, la bourgeoisie se réveilla avant la classe ouvrière et la domina. Les premiers apôtres du socialisme durent arracher les ouvriers à l'influence bourgeoise.

Les choses ne se sont pas passées ainsi chez nous. La bourgeoisie libérale ne se forma, en tant que parti, que postérieurement à notre classe. Parce que l'autocratie s'est maintenue chez nous plus tard que partout ailleurs et que, pendant longtemps, dans la nuit noire du tsarisme, tous les chats furent gris ; dans ces ténèbres de réaction, tout le monde souffrait également du joug de l'absolutisme.

Les intellectuels de l'opposition durent chercher un appui pour leur lutte contre le tsarisme, qu'ils ne pouvaient combattre qu'en s'appuyant sur les masses, sur des millions d'hommes. Ils cherchèrent un appui et le trouvèrent, au début, dans la classe paysanne. Mais la classe paysanne était trop opprimée pour devenir une classe vraiment révolutionnaire. L'élite intellectuelle de l'opposition dirigea alors ses recherches du côté de la classe ouvrière en voie de formation.

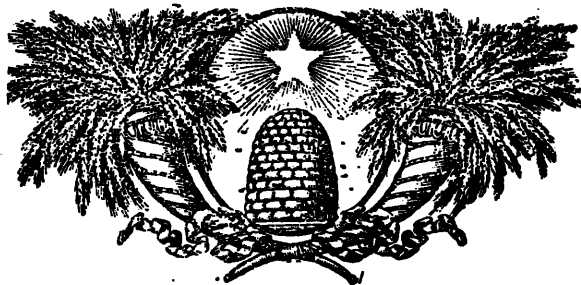
Pour cette même raison, une partie de la bourgeoisie, la plus cultivée et la plus perspicace, s'attacha involontairement au mouvement ouvrier. L'important n'est pas de savoir jusqu'à quel point ce fut consciemment, Strouve était sincère en 1898. Constatons que les conditions sociales poussèrent tout un groupe de futurs idéologues bourgeois à chercher leur voie parmi les couches profondes de la classe ouvrière afin de combattre le tsarisme. Tikhomirov (13) leader des *narodovoltzi*, avait émis ce principe que « la classe ouvrière est d'une grande importance pour la révolution ». Il est digne de remarque que ce n'est pas la révolution qui intéresse la classe ouvrière, mais bien la classe ouvrière qui doit servir à la révolution...

L'essence de la politique libérale est là, exprimée sous une forme bien caractéristique. La classe ouvrière importe comme une arme, la classe ouvrière importe non par elle-même, non pour délivrer le monde et pour donner les fabriques, les usines, le sol aux travailleurs ; elle importe comme le levier, comme le moyen dont se servira la révolution bourgeoise.

G. ZINOVIEV.

(La suite au prochain numéro.)

(13) Un des chefs de la *Narodnaïa Volla* ; il fit sa soumission au tsarisme et combattit les idées de sa jeunesse. On a de lui en français : *la Russie politique et sociale et Conspirateurs et policiers (Souvenirs d'un Proscrit)*.



(11) Né en 1870.

(12) Martov, le futur leader menchevik.

Chronique Internationale

ALLEMAGNE

La récente session du Conseil national du Parti Communiste Allemand (15-16 nov.) a pris des résolutions d'une grande portée. Elle a résolu les questions décisives du gouvernement ouvrier, des luttes économiques et des luttes d'impôts. Pour les dernières, étroitement connexes, le Conseil national a désigné les points précis sur lesquels l'effort ouvrier devra porter.

Le point de départ de l'action économique et politique du Parti est dans la question posée par la bourgeoisie, des charges résultant de la guerre. Qui les supportera ? Notre Parti envisage le problème avec autant d'esprit pratique que M. Stinnes. Il n'ignore pas que les anciennes mesures fiscales ne peuvent plus suffire et qu'il faut désormais s'attaquer aux bases mêmes de l'ordre capitaliste. M. Stinnes, la haute finance, la grande industrie, réussiront-ils à spolier l'Etat et à réduire les travailleurs en esclavage ? Ou les travailleurs réussiront-ils à imposer au capital le fardeau des charges de la guerre et à mettre un frein à l'anarchie capitaliste ?

L'ensemble du prolétariat allemand n'a pas encore un état d'esprit communiste, bien que la situation objective pousse les masses vers le communisme. Nous avons arrêté le programme de revendications suivant : Saisie immédiate des valeurs-or, c'est-à-dire confiscation partielle du capital (fabriques, usines, mines, établissements de commerce, banques, etc.), et impositions élevées permettant de décharger les classes ouvrière et moyenne ; contrôle ouvrier sur toutes ces mesures.

Ne sera-ce pas substituer le capitalisme d'Etat démocratique à celui de MM. Stinnes et Thyssen ? Il semble évident qu'une mesure aussi audacieuse ne peut être l'œuvre d'aucun gouvernement bourgeois ou de coalition. L'initiative doit en incomber au prolétariat.

Ainsi est posée la question des positions de pouvoir que doit conquérir la classe ouvrière. Le Conseil national a décidé que tant que la majorité du prolétariat demeure dans les cadres de l'Etat démocratique, le Parti n'envisagera que la formation d'un gouvernement ouvrier ou socialiste capable d'assumer l'accomplissement de ces mesures vitales pour la classe ouvrière.

Cette décision nous est dictée par la nécessité de garder nos possibilités d'action à la tête du prolétariat.

La résolution concernant la situation politique précède comme suit l'attitude du Parti à l'égard du gouvernement socialiste :

« Le devoir du Parti est également celui de la classe ouvrière, tel que le lui imposent une misère croissante et les offensives de la grande industrie. Le P. C. A. se sent étroitement attaché aux masses ou-

vières demeurées en dehors de ses cadres et qui continuent leur ralliement en vue de former un front uni de lutte de classe. Le manifeste de la Confédération des Syndicats, revendiquant la saisie de la valeur-or, en opposition au programme de M. Stinnes, atteste la puissante pression des masses.

« Le P. C. A. emploiera toutes ses forces dans la lutte qui s'annonce ainsi.

« Une action énergique vers les buts précités ne serait possible ni sous un gouvernement Stinnes, ni sous aucun autre gouvernement de coalition avec M. Stinnes. Le P. C. A. considère comme un devoir impérieux de combattre par tous les moyens ce gouvernement éventuel en allant, s'il le faut, jusqu'à la grève générale et jusqu'à la dissolution du Reichstag.

« L'attitude du P. C. A. en présence d'un gouvernement socialiste ou ouvrier, arrivant au pouvoir au cours des luttes parlementaires et extra-parlementaires, dépendra des circonstances politiques et du programme de ce gouvernement.

« Le P. C. A. tient à déclarer hautement qu'il soutiendra de toutes ses forces tout gouvernement socialiste ou ouvrier résolu à poursuivre une politique vraiment prolétarienne. Le parti emploiera toutes ses forces à pousser tout gouvernement semblable dans la voie de la défense des intérêts ouvriers, ce qui doit nécessairement amener à la rupture des cadres du parlementarisme.

« La condition première d'une pareille évolution est dans l'intensification de l'action prolétarienne extra-parlementaire qui, seule, peut réaliser le front uni des masses laborieuses. »

Désormais, les masses ouvrières savent comment elles peuvent compter sur nous. Partis et Syndicats ne pourront plus tergiverser longtemps.

Le Conseil national a aussi précisé son attitude à l'égard de l'Association Communiste du Travail (groupe Lévi). Quiconque est décidé à travailler honnêtement pour le communisme sera le bienvenu au sein du P. C. A. Mais les éléments désorganisateur et centristes s'y heurtent à une barrière infranchissable. Nous sommes loin d'attribuer au groupe Lévi une importance considérable ; mais il n'en est pas moins vrai qu'il nuit à la bonne liaison du Parti avec les masses.

Des débats tactiques du Conseil national portèrent sur les questions de « Capitalisme d'Etat » et du « gouvernement socialiste ».

Ses travaux, en un mot, ont été conformes aux décisions des Congrès de Moscou et d'Iéna ; ils contribuèrent à détruire les légendes qui nous prêtent tour à tour un caractère « anarchiste » ou « opportuniste ». Notre Parti s'est indéniablement affermi ; il a tracé sa voie. Désormais, notre mot d'ordre sera : « En avant, sur toute la ligne du front ! »

A. THALHEIMER.

ITALIE

Le prolétariat italien a pris l'habitude de célébrer avec enthousiasme l'anniversaire de la révolution russe. En 1919 et 1920, la Fête de la révolution, coïncidant pour lui avec des périodes de grande lutte, ressembla en Italie à une bataille. Elle se signala par un chômage général, par de grandes manifestations qui donnèrent aux ouvriers la maîtrise de la rue, par des meetings splendides. Le contraste avec l'indifférence des masses pour les fêtes patriotiques était saisissant. C'est en vain que le patronat a voulu faire du 4 novembre, jour de l'armistice, un jour férié. Le travail n'a pas cessé ce jour-là dans les usines, mais trois jours plus tard en l'honneur du novembre rouge. Notre prolétariat paraissait bien s'être résolument engagé dans la voie de son émancipation.

Cette année le 7 novembre l'a trouvé dans une situation bien changée. L'offensive capitaliste l'a forcé par endroits à la retraite. Ses cadres se sont désagrégés tant à cause du revirement des socialistes que de l'offensive réactionnaire.

Nous sommes aujourd'hui en mesure de discerner parfaitement les cruses sociales du fascisme, telles que nous les pressentions à l'époque où nos adversaires n'y voyaient qu'une survivance de la psychose de guerre, une réaction « exagérée sans doute, mais légitime » contre les excès révolutionnaires, l'effet de situations locales ou d'initiatives personnelles, voire même un signe de dégénérescence de l'ordre bourgeois.

Le Fascisme était en réalité provoqué, organisé, voulu par les industriels et par les propriétaires fonciers. Organisé dans ses grands syndicats et ses coopératives, le prolétariat leur apparaissait invincible. Il fallait anéantir ses positions mêmes. Ce fut le but des incendies des Bourses du Travail, des coopératives, des locaux ouvriers. L'indolence et l'incapacité des leaders syndicaux et socialistes permirent de désorganiser assez rapidement la classe ouvrière italienne en la frappant dans ses points de concentration.

Les conséquences immédiates de la destruction des organisations prolétariennes sont, dans les campagnes, frappantes. Aussitôt après l'incendie des maires et l'assassinat des gérants de coopératives paysannes, on a vu les propriétaires fonciers déchirer les contrats de travail antérieurement conclus et renier toutes leurs promesses. Les organisations ouvrières des campagnes détruites, ils ont voulu enrôler de force les paysans dans les organisations fascistes. Avec ces dernières, fondées par les hommes à sa dévotion, le propriétaire rural conclut de nouveaux contrats qui privent ses salariés de tout droit... Les travailleurs des campagnes furent vite vaincus. La nature de leur travail les disperse sur de grandes étendues et les isole par petits groupes, ce qui est une cause de faiblesse. La passivité des leaders en fut une autre.

Le patronat porta aussitôt la lutte dans l'industrie, par des lock-out, des renvois, des réductions de salaire, des résiliations de contrats collectifs. La tactique socialiste de résistance locale et de vaines protestations eut tant de succès que, tour à tour, les textiles, les chimistes, les métallurgistes furent réduits.

Au lieu de concentrer en une seule grande action unique toutes les résistances éparses, la Confédération du Travail laissa les syndicats batailler isolément sur place. Si bien que jamais les syndicats ne purent disposer de la totalité des forces de leurs adhérents.

Depuis deux mois, les tisserands italiens sont en grève. Les textiles ont déjà dû consentir à une diminution de salaires. Tandis qu'on promet et lésine aux tisserands l'appui des autres syndicats, les chimistes se voient réduits à capituler. Quant aux métallurgistes, au lieu d'imposer au patronat un contrat collectif national, ils traitent séparément dans chaque région, avec chaque patron. Le résultat en est qu'en Vénétie, en Lurgie, etc., les métaux sont en grève depuis deux semaines, alors qu'au Piémont et en Lombardie, la grève ne fait que commencer. Dans d'autres régions, on la prévoit seulement. En présence d'une offensive patronale organisée, unitaire, suivie, le prolétariat reste déplorablement divisé.

La Confédération Générale du Travail vient, il est vrai, de proposer un règlement unitaire de la question des salaires pour toute l'Italie. Mais sa proposition est si ridicule qu'elle ne fera qu'affaiblir encore le prestige des organisations ouvrières.

La C. G. T. demande une enquête sur la situation réelle de l'industrie. Cette enquête devrait être faite par la commission mixte comprenant des représentants du patronat, des syndicats et du gouvernement, siégeant sous la présidence d'un représentant de l'Etat « organe supérieur désintéressé ». Si les industriels sont en mesure de prouver une diminution des recettes, la C. G. T. déclare que les ouvriers acceptent une diminution *proportionnelle* des salaires !

Cette proportion ridicule ne démontre que la crasse ignorance de ceux qui l'ont formulée. Mais il faut bien moins y voir une manifestation de l'ignorance des lois économiques que la tactique de nos socialistes. Ceux-ci tiennent à éviter les conflits sociaux. L'enquête souhaitée serait conforme à la ligne de coalition avec la bourgeoisie qu'ils veulent suivre. Ils entrent ainsi dans le milieu des partis constitutionnels attendant de l'Etat bourgeois la solution de la question sociale. Les Fascistes, c'est à noter, acceptent avec enthousiasme cette « sage » proposition, approuvée par leur Comité Central.

Au début de cette crise du mouvement ouvrier italien, le Parti Communiste s'est tracé la ligne de conduite suivante : Action unitaire du prolétariat, résistance par la grève générale, convocation du Congrès de la C. G. T. Notre agitation a été si fructueuse que, sous la pression de la majorité des syndiqués ralliés sur nos motions, le Comité Directeur de la C. G. T. a fini par convoquer le congrès exigé. Le congrès s'est réuni à Vérone le 6 novembre.

C'est donc dans les circonstances particulièrement difficiles que le prolétariat italien a fêté l'anniversaire de la Révolution russe. Il l'a fait cependant avec l'enthousiasme le plus profond. Plus de 500 meetings ont eu lieu au cours de la première semaine de novembre. 15 orateurs du Parti ont commencé des tournées de propagande. L'action du secours aux affamés de Russie, monopolisée d'abord par les socialistes, a repris par notre initiative un nouvel essor. Nous n'avons

pas eu cette fois à nous enorgueillir des victoires passées, à nous féliciter de nos succès, ni à nous leurrer sur les difficultés qui nous attendent encore ; mais nous avons voulu que le 7 novembre le prolétariat italien aperçoive, comme un flambeau éblouissant dressé dans les ténèbres, cette grande vérité :

La Révolution est née ! A nous de puiser confiance en elle.

Umberto TERRACINI.

JAPON

Le vieux Japon, celui de la classe possédante, est actuellement face à face avec le nouveau Japon du prolétariat et de la jeunesse. Cinquante ans après la révolution bourgeoise, le Nippon voit poindre l'aurore de la révolution ouvrière. Dans une société encore dominée par les capitalistes et par les impérialistes, le prolétariat se réveille. Le Japon qui s'associe à la Société des Nations, colonise la Corée, refuse le droit de vote aux travailleurs socialistes, proscrit leurs organisations, est de plus en plus, bien qu'actuel, le Japon d'hier.

La lutte de classe, qui le détruira, s'envenime. En juillet dernier, la ville de Kobé a été le théâtre d'une grève quasi générale, d'une ampleur formidable. Mouvement sans précédent dans l'histoire de l'Empire. Au cours des huit derniers mois, 38 grèves se sont produites, au cours desquelles la police et la troupe ont eu, maintes occasions d'intervenir et ont fait de nombreuses victimes.

La jeune génération, nourrie d'idées nouvelles, fournit un pourcentage élevé d'antimilitaristes et de déserteurs. Le nombre des déserteurs qui fut en 1918 de 1.443, s'est élevé en 1919 à 1.783. Les progrès de l'antimilitarisme sont significatifs dans notre pays essentiellement impérialiste. La jeune génération s'accoutume à l'idée d'émanciper la Corée du joug japonais comme les Indes du jour britannique et les Philippines du joug américain. Elle est de tendance internationaliste et radicalement socialiste.

Le développement des syndicats a été, ces derniers temps, particulièrement rapide. Les instituteurs, les employés de banque et de commerce, les fonctionnaires subalternes, ont formé les leurs. L'Union des Salaires (*Salary Men's Union*) est le plus puissant. Depuis l'an dernier, les travailleurs des campagnes ont formé des associations syndicales dans la plupart des provinces. Ce Japon ouvrier et paysan, actif, combattif, est incontestablement celui de demain.

KATO OBE.

Un accident nous empêche de publier cette semaine la Semaine Politique de notre camarade C.-E. LABROUSSE. Nos lecteurs trouveront dans notre prochain numéro la suite des études si documentées de notre camarade.

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
123, rue Montmartre, Paris (2^e)
Georges DANGON, imprimeur.



Bibliothèque -
- Communiste
∞ PARIS ∞

A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution</i> (préface de Boris Souvarine)....	0 50
KERTJENZEV — <i>Les Alliés et la Russie</i>	3 "
ALEXANDRA KOLLONTAL — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i>	0 40
LÉNINE. — <i>La Maladie infantile du Communisme</i>	4 "
LÉNINE. — <i>La Révolution prolétarienne</i>	4 "
LÉNINE. — <i>Lettre aux ouvriers américains</i> ..	0 25
LÉNINE. — <i>Les Bolcheviks et les Paysans</i>	0 40
LÉNINE. — <i>L'Etat et la Révolution</i>	4 "
LÉNINE. — <i>Le Rôle des Jeunesses Communistes</i>	0 40
BORIS SOUVARINE. — <i>La 3^e Internationale</i> ..	épuisé
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks</i> ..	épuisé
TROTSKY. — <i>Terrorisme et Communisme</i>	7 "
TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i>	épuisé
TROTSKY. — <i>Les Soviets et l'Impérialisme mondial</i>	épuisé
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i>	0 75
.. <i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i>	0 60
.. <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i>	0 50
.. <i>Le Monde capitaliste et l'Internationale communiste (Manifeste du 2^e Congrès)</i>	0 75
.. <i>Statuts et Résolutions de l'Internationale communiste (votés par le 2^e Congrès)</i>	épuisé
.. <i>Hommage à la République des Soviets, par H. Barbusse, etc.</i>	1 25

Tous ces ouvrages sont en vente à la Librairie de l'HUMANITE.

Bulletin Communiste
Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)
PARAISANT LE JEUDI
Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 "	8 "
6 mois	13 "	14 "
12 mois	26 "	28 "

Adresser la correspondance à
René REYNAUD, 120, rue Lafayette, PARIS

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical